

Gaza : isolement et contrôle

Les restrictions sur la bande de Gaza, affirment des analystes, s'inscrivent dans une séquence qui remonte à des décennies, antérieure au contrôle du Hamas.

Ben White – Al Jazeera News – 10 juin 2019



Pour leurs déplacements, les Palestiniens de Gaza sont soumis aux restrictions israéliennes depuis des décennies (Adel Hana/AP)

Cet été marque un anniversaire important, mais souvent ignoré, dans l'histoire de la bande de Gaza. Il y a trente ans, en juin 1989, Israël imposait pour la première fois un système de carte magnétique afin de limiter la sortie de Gaza des habitants palestiniens. Quiconque se verrait refuser cette carte serait empêché de partir.

Alors que le blocus de Gaza par Israël est souvent vu comme ayant son origine en 2006-2007, une réponse à la prise de pouvoir par le Hamas, l'isolement de l'enclave remonte en fait à trois décennies – et pour de nombreux analystes, cette perspective historique est essentielle pour comprendre l'évolution en cours.

« Je pense qu'il extrêmement important d'examiner le contexte dans son ensemble afin de comprendre ce qui se passe aujourd'hui à Gaza » a déclaré Tania Hary, directrice exécutive de Gisha, ONG israélienne de défense des droits de l'homme, à Al Jazeera.

« La plupart des gens croient à tort que ce qui se passe actuellement résulte de la présence du Hamas au pouvoir, et que, si la crise humanitaire en est un effet secondaire 'malencontreux', Israël finalement n'aurait pas le choix ».

En fait, remarquent des militants des droits de l'homme et des universitaires, les restrictions imposées par Israël sur la bande de Gaza s'inscrivent dans une séquence qui remonte à des décennies, antérieure au contrôle du Hamas et aux tirs de roquettes.

« Le blocus n'est pas un élément isolé de la politique israélienne à l'égard de Gaza » déclare à Al Jazeera, Sara Roy, maître de recherche universitaire au Centre pour les études sur le Moyen-Orient à l'Université Harvard.

« Depuis le début de l'occupation en 1967, la politique israélienne à l'égard de Gaza a été modelée par des considérations politiques qui limitaient délibérément le développement économique intérieur et les réformes structurelles, afin d'empêcher l'émergence d'un État palestinien » ajoute-t-elle.

« Le blocus peut être compris comme un élément de ce continuum politique ».

Selon Tareq Baconi, analyste à l'International Crisis Group et auteur de *Hamas Contained*, *« Il est impossible de ne pas considérer ce blocus comme une continuation de la politique israélienne de pacification et d'isolement qui remonte à la fondation de l'État en 1948 ».*

Il poursuit : « *Le Hamas est simplement la feuille de vigne qui permet à Israël de maintenir à l'égard de Gaza une politique qui a longtemps guidé son approche de la Bande, principalement motivée par des questions démographiques et des raisons liées à la dépolitisation de la lutte palestinienne* ».

« *L'actuel blocus de la bande de Gaza n'a pas commencé avec le Hamas, et s'il fallait retirer le Hamas de l'équation, il serait fort probable que les efforts israéliens visant à maîtriser la bande de Gaza prendraient une forme nouvelle* » explique Baconi à Al Jazeera.

« Une grande prison »

Dès 1995 – voir notamment cet article du *New York Times* (<https://www.nytimes.com/1995/08/25/world/world-within-fence-special-report-palestinians-gaza-find-freedom-s-joy-has.html>) – les Palestiniens ont décrit comment vivre dans la bande de Gaza, c'était vivre dans une « *grande prison* ».

En 1998, la Commission européenne a mis l'accent sur « *les restrictions draconiennes imposées en permanence par Israël sur l'entrée et la sortie des personnes et des marchandises, en provenance ou à destination de Gaza* ».

L'isolement de la bande de Gaza s'est radicalement intensifié durant la deuxième Intifada, et depuis également, suite au retrait unilatéral des colons par Israël (le « désengagement ») en 2005 – une évolution qui, contrairement à ce que prétend Israël, n'a pas modifié le statut de Gaza en tant que territoire occupé.

« *Les déplacements sont devenus l'exception, et la restriction est la règle* », affirme Tania Hary, dont l'ONG s'efforce de protéger la liberté de déplacement des Palestiniens.

« *Si précédemment quiconque pouvait voyager librement en dehors de ceux à qui c'était refusé, cela a changé depuis la fin des années 1980 et le début des années 1990, de sorte*

qu'aujourd'hui, personne ne peut voyager sauf ceux qui en ont l'autorisation ».

Cette perspective à long terme va à l'encontre d'un engagement international qui est en général réactif, et elle est façonnée par une tendance à des escalades périodiques entre Israël et les factions palestiniennes.

Mais Israël justifie les restrictions des déplacements principalement par des préoccupations sécuritaires.

En novembre 2018, le Forum politique de Gaza a vu des dizaines de diplomates, d'organismes d'aides et d'experts se réunir pour discuter de la meilleure façon de protéger les droits humains des habitants palestiniens de l'enclave.

Un document publié à l'issue de la rencontre a affirmé que *« Gaza est la manifestation la plus extrême d'un processus qui se déroule sur l'ensemble du territoire palestinien depuis 1993 : le processus de maintien d'un contrôle, mais sans prendre la responsabilité de ce qui en découle ».*

Baconi, qui assistait à l'évènement, a fait part à Al Jazeera de son accord sur cette appréciation. *« La politique israélienne à l'égard des Palestiniens consiste à maintenir la capacité d'Israël à gérer les territoires (occupés) et la question palestinienne dans son ensemble, avec le moins de responsabilité et au moindre coût pour le public israélien ».*

Sara Roy est d'accord. *« Israël a maintenu un total contrôle sur Gaza sans en assumer la moindre responsabilité »* a-t-elle dit à Al Jazeera. La responsabilité, ajoute-t-elle, *« a longtemps et largement été laissée à la communauté des donateurs ».*

Le fait que la communauté internationale ait payé la note pour Israël, au lieu d'exercer une pression ou de lui demander des comptes, inquiète ceux qui pensent qu'il y a des leçons à tirer de Gaza par rapport aux projets d'Israël en Cisjordanie.

« Je pense que l'exemple de Gaza devrait être pris en considération, très, très attentivement » a déclaré Tania Hary à Al Jazeera, « parce que je pense que c'est ce qui pourrait être appliqué en Cisjordanie, et dans une certaine mesure, c'est déjà le cas, mais nous pourrions en voir des versions encore plus extrêmes ».

« En ne demandant aucun compte à Israël pour sa politique à Gaza, la communauté internationale risque de rendre la population de Cisjordanie vulnérable au même niveau de mépris ».

« Supprimer le contrôle palestinien »

Dans l'édition 2016 de « La bande de Gaza : l'économie politique du dé-développement », Sara Roy identifie « les deux thèmes récurrents » dans ses « trois décennies de recherche sur la bande de Gaza ».

Le premier est « le désir d'Israël de se débarrasser de toute responsabilité concernant Gaza tout en y maintenant son contrôle ». Le deuxième thème « se concentre sur le désir d'Israël d' 'échanger' Gaza, pour ainsi dire, contre un contrôle total et autorisé au niveau international (c'est-à-dire, par les Américains) de la Cisjordanie ».

Dans l'ensemble, écrit-elle « l'objectif est d'éliminer le contrôle palestinien sur toute la Cisjordanie et Jérusalem-Est, et de couper tous les liens possibles entre ces secteurs et Gaza ».

Au début de cette année, Jonathan Urich, conseiller du Premier ministre, a déclaré au quotidien israélien *Makor Rishon* que Benjamin Netanyahu « avait réussi à réaliser une rupture » entre Gaza et la Cisjordanie, et « détruit effectivement la vision de l'État palestinien dans ces deux régions ».

Urich parlait peut-être dans le contexte d'une campagne

électorale, mais le statu quo dans la bande de Gaza et en Cisjordanie – et le refus de la communauté internationale de contester le paradigme du « contrôle sans responsabilité d'Israël » – fait qu'il est difficile d'argumenter contre une telle affirmation.

Traduction : JPP pour l'Agence Média Palestine

Source: [Al Jazeera](#)